



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Conseil de sécurité

Débat ouvert (VTC)

Débat ouvert du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la lutte antimines et la pérennisation de la paix : des partenariats renforcés pour de meilleurs résultats

United Nations Security Council Open Debate on
Mine action and sustaining peace: stronger partnerships for better delivery

New York, le 8 avril 2021

Déclaration soumise par M. Adrian Hauri
Chargé d'affaires a.i. Mission permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie la présidence vietnamienne pour l'organisation de ce débat ouvert ainsi que les intervenantes et intervenants pour leurs contributions. Ces dernières années, la lutte antimines a connu d'importants succès. De nombreux pays autrefois contaminés sont désormais exempts de mines antipersonnel, de restes d'armes à sous-munitions et d'autres restes explosifs de guerre. De vastes pans de territoire ont été déminés, des stocks d'engins ont été détruits, des victimes ont reçu l'aide nécessaire et des vies ont été sauvées. À cet égard, le Service de lutte antimines des Nations Unies joue un rôle de coordination important sur le terrain. Néanmoins, quatre ans après la première résolution du Conseil de sécurité sur la lutte antimines, des défis persistent. L'utilisation continue de mines antipersonnel, y compris celles de nature improvisée, ainsi que d'armes à sous-munitions, a entraîné une augmentation inquiétante du nombre de victimes.

Permettez-moi d'évoquer quatre domaines qui appellent des améliorations:

Premièrement, l'accès aux zones contaminées est essentiel à la lutte antimines. Cependant, l'accès pour déminer est soumis à des pressions grandissantes dans les conflits armés actuels. Cette situation entrave à son tour l'acheminement de l'aide humanitaire. La Suisse exhorte le Conseil de sécurité de rappeler à toutes les parties à des conflits armés leur obligation d'autoriser et de faciliter un accès rapide et sans entrave de l'aide humanitaire.

Deuxièmement, nous encourageons l'adoption d'une approche intégrée combinant déminage, éducation aux risques des mines et assistance aux victimes, en vue d'augmenter l'impact de la lutte antimines. La Suisse soutient des projets de lutte antimines dans 11 contextes, y compris au Kosovo, au Myanmar, en Syrie et en République démocratique du Congo, en partenariat avec UNMAS et des

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

organisations telles que le HALO Trust, le Danish Demining Group et le Centre international de déminage humanitaire de Genève. Nous saluons à cet égard la collaboration du CIDHG avec le Centre régional d'action contre les mines de l'ANASE en vue de renforcer les capacités des Etats affectés en matière de gestion des risques. Dans le sens d'une approche intégrée, nous appelons le Conseil de sécurité à inclure la lutte antimines dans les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales pertinentes, les habilitant à déminer les zones contaminées et à sensibiliser aux risques liés à ces engins. De plus, le Conseil de sécurité doit continuer de reconnaître l'importance d'inclure la lutte antimines dans les accords de paix et de cessez-le-feu.

Troisièmement, en raison de l'urbanisation croissante des conflits, les acteurs de la lutte antimines doivent opérer dans des infrastructures effondrées et répondre à une vaste palette d'engins explosifs de complexité variable. Les normes et les méthodes doivent être adaptées en conséquence, afin qu'elles garantissent la sécurité lors des opérations et demeurent pertinentes au niveau technique. C'est pourquoi nous avons soutenu le CIDHG dans l'élaboration du *guide de bonnes pratiques pour l'élimination des engins explosifs improvisés*. Nous encourageons celles et ceux qui opèrent dans de tels contextes à utiliser ce guide pour mettre à jour leurs normes, processus et procédures, ainsi qu'à continuer de mener à bien leurs opérations conformément aux *Normes internationales de l'action contre les mines*. Nous invitons également les Etats affectés par les mines à prendre leurs responsabilités et à s'engager dans la lutte antimines, en collaboration avec la communauté internationale.

Enfin, nous appelons tous les États membres à ratifier les instruments internationaux pertinents, en particulier la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions, ainsi que le Protocole II modifié et le Protocole V de la Convention sur certaines armes classiques, et à s'assurer de leur pleine mise en œuvre. Celle-ci contribue à la protection des civils, à l'accès au logement et aux terres agricoles, et donc au développement et à la paix durable.

Les mines mutilent et tuent sans distinction, non seulement durant les conflits armés, mais aussi bien après la fin des combats. En 2020, la Suisse a contribué à l'assistance de plus 15'000 victimes, à la sensibilisation de 100'000 personnes aux risques liés aux mines, à la restitution de 20 kilomètres carré de terres aux populations locales et assumé la présidence de la Convention sur les armes à sous-munitions. Conformément à notre tradition humanitaire, nous continuerons à défendre notre vision d'un monde sans nouvelles victimes.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

I thank the Vietnamese presidency for convening this open debate and the briefers for their contributions. In recent years, important successes have been achieved in mine action. Many countries formerly contaminated are now free of anti-personnel mines, cluster munition remnants and other explosive remnants of war. Large swaths of land were cleared, stockpiled devices were destroyed, victims received the assistance they require and lives were saved. In this regard, the UN Mine Action Service plays an important coordination role on the ground. Yet, four years after the first Security Council resolution on mine action, challenges persist. The continued use of anti-personnel mines, including those of an improvised nature, as well as of cluster munitions, has led to a disturbing increase in the number of casualties.

Allow me to highlight four areas for improvement:

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

First, access to contaminated areas is key to carry out mine action. However, access for demining is increasingly under pressure in today's armed conflicts. This in turn represents a barrier to the delivery of humanitarian aid. Switzerland urges the Security Council to remind all parties to armed conflicts of their obligation to allow and facilitate rapid and unimpeded humanitarian access.

Second, to increase the impact of mine action, we encourage the adoption of an integrated approach combining clearance, mine risk education and victim assistance. Switzerland supports mine action projects in 11 contexts, including in Kosovo, Myanmar, Syria, and the Democratic Republic of the Congo, in partnership with UNMAS, and organisations such as the HALO Trust, the Danish Demining Group, and the Geneva International Center for Humanitarian Demining. We commend in this regard the collaboration of the GICHD with the ASEAN Regional Mine Action Center to strengthen the risk management capacities of affected states. In the sense of an integrated approach, we call on the Security Council to include mine action in the mandates of relevant peacekeeping operations and special political missions, enabling them to clear contaminated areas and raise awareness about the risks posed by these devices. The Security Council must also continue to recognise the importance of including mine action in ceasefire and peace agreements.

Third, due to the increasing urbanisation of conflicts, mine action actors must operate in collapsed infrastructure and address a wide range of explosive devices with varying levels of complexity. This requires an adaptation of standards and methodologies, in order to guarantee safety during operations and remain technically relevant. For this reason, we supported the GICHD in developing the *Improvised Explosive Device Clearance Good Practice Guide*. We encourage those operating in such settings to use this guide to update their standards, processes and procedures, and to continue carrying out their operations in line with the *International Mine Action Standards*. We also invite mine-affected states to show ownership and engage in mine action, in collaboration with the international community.

Finally, we call on all member states to ratify the relevant international instruments, in particular the Anti-Personnel Mine Ban Convention, the Convention on Cluster Munitions, Amended Protocol II and Protocol V of the Convention on Certain Conventional Weapons, and to ensure their full implementation. Their respect contributes to protecting civilians, generating access to housing and agricultural land, hence enabling sustainable development and peace.

Mines maim and kill indiscriminately during armed conflict, but also long after conflicts have ended. In 2020, Switzerland supported the assistance of more than 15'000 victims, the mine risk education of 100'000 people, the return of 20 square kilometres of land to local populations, and assumed the presidency of the Cluster Munitions Convention. In line with our humanitarian tradition, we will continue to pursue the vision of a world without new victims.

I thank you.